



LE 24 JUIN :

Pour les retraites, les salaires, l'emploi, le service public, toutes et tous en grève et dans les manifestations

Président de la République et gouvernement tentent d'imposer leurs positions pourtant rejetées massivement.

⇒ **Sur les retraites**, il n'est toujours question que de recul de l'âge légal, d'augmentation de la durée de cotisation, de remise en cause de la pénibilité et des droits familiaux, de nivellement par le bas..., et même d'augmentation du niveau des cotisations retraite !

⇒ **Sur les salaires**, la négociation triennale (2011, 2012 et 2013) va s'ouvrir dans les prochains jours avec une 1^{ère} séance annoncée le 25 juin qui risque fort de déboucher sur un affrontement aggravé. En effet, les ministres ne souhaitent à l'évidence ni augmenter la valeur du point, ni reconnaître ni revaloriser les qualifications et les amplitudes de carrière.

⇒ **Sur l'emploi**, c'est la poursuite d'une politique effrénée et tous azimuts de suppressions, détériorant les conditions de travail et mettant en péril la qualité du service public rendu, alors même que la porte de la titularisation et de la résorption de la précarité est à priori entrouverte. Avec la suppression de la taxe professionnelle et la réforme des collectivités territoriales, le gouvernement a décidé de porter un coup fatal au service public local et à la Fonction publique territoriale.

Tout cela dans un contexte où le Premier ministre, persistant à vouloir faire payer la crise à la majorité de la population qui n'y est pour rien, a annoncé le gel des dépenses publiques pour les 3 années à venir.

Changer radicalement de cap

Le progrès social, l'intérêt général et la solidarité appellent des choix en rupture avec ceux mis en œuvre actuellement.

Face à des interlocuteurs qui demeurent sourds à nos légitimes revendications et qui refusent toute véritable négociation, la riposte doit encore s'amplifier.

Rien n'est joué. Après la puissante journée unitaire du 27 mai avec un million de personnes dans les manifestations, le gouvernement et le patronat sont très isolés sur leurs propositions comme en témoignent également tous les sondages.

Raison de plus pour renforcer le processus unitaire de mobilisation le 24.

LA CGT APPELLE TOUS LES AGENTS DE LA FONCTION PUBLIQUE A SE MOBILISER MASSIVEMENT PAR LA GREVE ET LA PARTICIPATION AUX MANIFESTATIONS LE 24 JUIN.

Ensemble, nous exigerons notamment :

✘ Pour tous, privé et public, le droit à la retraite à 60 ans à 75 % pour une carrière complète, avec une meilleure prise en compte de la pénibilité et aucune pension inférieure au SMIC revendiqué par la CGT.

✘ Un financement mettant fortement à contribution les profits et les hauts revenus.

✘ Le maintien et l'amélioration du Code des Pensions, de la CNRACL et de l'IRCANTEC.

✘ Le maintien et l'amélioration de la reconnaissance de la pénibilité.

✘ Des augmentations salariales assises sur la valeur du point, permettant le rattrapage des pertes subies depuis des années.

✘ Un plan de titularisation, la résorption de la précarité, une limitation stricte du recours au non-titulariat, l'abrogation des dispositions autorisant l'intérim.

✘ Des finances publiques permettant de répondre aux besoins de la population et à l'intérêt général, ce qui implique le refus de tout gel.

Partout, dans les territoires, dans les professions, les initiatives le plus unitaires possibles doivent se multiplier dès maintenant pour construire le rapport de forces nécessaires.

**PLUS QUE JAMAIS
L'HEURE EST AU DEVELOPPEMENT DES LUTTES.**

Montreuil, le 11 juin 2010